

INTRODUCTION

La région du sud-ouest de l'océan Indien, géographiquement représentée dans sa grande partie par les îles qui font partie actuellement de la Commission de l'océan Indien (COI) ou les îles de l'Indianocéanie (Comores, Madagascar, La Réunion, Maurice, Seychelles), a fait l'objet de nombreuses recherches dans le domaine des sciences sociales et humaines. Depuis les ouvrages sur l'histoire de l'océan Indien de Jacques Auber et d'Auguste Toussaint¹, les écrits sur les îles du sud-ouest de l'océan Indien et touchant les domaines de la géographie, de l'économie, de la sociologie, de l'anthropologie, de l'histoire ou de l'art, se sont multipliés. Ainsi, en 2013, dans la perspective de faire connaître au grand public les multiples facettes de l'indianocéanie, la Commission de l'océan Indien a publié les actes d'un colloque qui a réuni différents spécialistes venant des îles membres de la commission². Pour la Revue *Tsingy*, différents thèmes traitant les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans les îles du sud-ouest de l'océan Indien à travers différentes périodes ont été déjà abordés dans les précédents numéros. Pour ce présent numéro, une nouvelle approche a été adoptée avec la thématique « **Madagascar et les îles du sud-ouest de l'océan Indien : économies et sociétés depuis le début du XX^e siècle** ». Cette orientation a été dictée par l'importance accordée à la « centralité de l'histoire économique et sociale »³.

Depuis le XVII^e siècle et la présence en permanence des Européens dans la région du sud-ouest de l'océan Indien, ladite région est soumise à des changements, aussi bien au niveau économique que social, du fait que sous l'influence directe des Européens, les structures économiques et sociales des îles qui la composent connaissent des transformations. Ainsi, à Madagascar, entre le XVII^e et le début du XIX^e siècle, la traite des esclaves favorise le développement de la circulation monétaire, sur le plan économique, et la migration forcée d'une partie des populations à l'intérieur de l'île ou le départ involontaire de certaines personnes vers l'extérieur, en raison des guerres que se livrent les clans et les royaumes pour se procurer des esclaves, sur le plan social. La grande île demeure en effet un carrefour pour les échanges commerciaux opérés dans la

¹ Jacques AUBER, *Histoire de l'Océan Indien*, Tananarive, Société lilloise d'Imprimerie, 1955 / Auguste TOUSSAINT, *Histoire de l'Océan Indien*, Paris, PUF, 1960.

² Commission de l'Océan Indien, *Les mille visages de l'indianocéanie*, Actes du Colloque de Mahébourg, 6 et 7 juin 2013.

³ Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA, *Les courants historiques en France. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Armand Colin / HER, 1999.

région du sud-ouest de l'océan Indien. À partir du XIX^e siècle, l'entrée de l'Europe dans l'ère industrielle a également un impact sur l'économie et les sociétés des îles du sud-ouest de l'océan Indien.

En effet, les mutations économiques et sociales engendrées par l'industrialisation et le développement des transports en Europe au XIX^e siècle favorisent l'impérialisme et par là même occasionnent la colonisation de pays situés en Afrique ou en Asie par les puissances européennes. Le développement économique s'accroît au XX^e siècle avec la multiplication des échanges financiers. Les îles situées au sud-ouest de l'océan Indien, composées de Madagascar, de La Réunion, de l'île Maurice, des Seychelles et des Comores, n'échappent pas à la règle. Elles restent soumises à toutes sortes d'influences venant de l'Europe occidentale à partir de la période coloniale. Les Européens s'y implantent avec l'objectif d'exploiter les ressources agricoles, minières ou forestières. En même temps, ils apportent dans ces territoires leur savoir-faire technique pour une « modernisation » des infrastructures économiques.

La conquête coloniale est motivée, en grande partie, par la recherche de matières premières à bas prix pour alimenter les industries européennes et par la suite des débouchés pour les produits manufacturés. La mise en valeur des colonies, par le biais de la mise en place des infrastructures économiques et sociales, reste indispensable pour rendre plus rentable les opérations coloniales. Celles-ci sont assurées par des colons ou par des entreprises commerciales, industrielles, ou de transport. De cette situation résulte le développement du salariat auquel les populations autochtones doivent s'adapter. Les autochtones s'intègrent dans un monde du travail en mutation, en devenant des employés ou des ouvriers dans les secteurs public et privé. On voit ainsi une transformation en profondeur des économies et des sociétés locales avec le développement de l'économie monétaire.

La période coloniale est aussi marquée par le transfert de technologie et de savoir-faire venant de l'Occident. Les pays colonisés comme les îles situées au sud-ouest de l'océan Indien connaissent presque en même temps l'évolution technique importée d'Europe. On l'entrevoit dans plusieurs domaines de la construction ; de l'aviation ; des transports terrestres et maritimes ; de la transmission et de la communication ; etc. Le domaine de l'habitat et du social en bénéficie également de même que l'électrification des grandes agglomérations et des centres de santé publique. Ces transferts de technologie et techniques mettent en évidence le rôle et la place des entrepreneurs et des entreprises publiques et privées, quelle que soit leur taille, dans les pays qui subissent de la colonisation.

La transformation des économies et des sociétés se poursuit et se confirme après l'ère de la colonisation. La construction d'infrastructures économiques modernes continue et s'inscrit dans le cadre de la consolidation d'une économie nationale. Les financements proviennent surtout des partenaires extérieurs. La plupart des secteurs productifs sont encore entre les mains des étrangers. Le rouage de l'administration dépend, en grande partie, de l'ancienne puissance colonisatrice. Cette dépendance remet en cause la valeur des indépendances et les relations entre les pays occidentaux et les jeunes pays au sud-ouest de l'océan Indien, autrement dit ce que Samir Amin a appelé le rapport entre « le centre et la périphérie ». Ainsi, avant la chute de la Première République en 1972, pour Madagascar, l'économie, dominée par les intérêts étrangers, a été marquée par une dépendance multiforme : « dépendance commerciale (commerce

extérieur en particulier), dépendance financière et monétaire (avant la sortie de la zone franc et avant les nationalisations des banques et assurances), dépendance technique (moyens de production, technologie) et dépendance humaine (assistance technique) »⁴.

Les îles au sud-ouest de l'océan Indien ne constituent pas un ensemble homogène de par leur histoire. La Réunion devient un département français à partir de 1946. Les Seychelles s'affranchissent de l'influence Britannique et deviennent une république indépendante au sein du Commonwealth en 1976. Dès le début de la colonisation jusqu'en 1946, l'archipel des Comores a été rattaché administrativement à Madagascar. De plus, très récemment, Mayotte devient aussi un département français. Madagascar est la seule île suivant l'orbite des pays africains francophones. Elle fait partie de l'Union française, en 1946, et de la Communauté française, en 1958. Ce nouveau numéro permet ainsi d'effectuer des études comparatives du modèle de développement dans cette zone du sud-ouest de l'océan Indien. Il aborde en particulier des aspects du monde économique et des réalités sociales à Madagascar à l'époque contemporaine.

L'objectif est non seulement de revisiter mais également d'apporter une nouvelle vision sur les économies et les sociétés des îles au sud-ouest de l'océan Indien. Des documents nouvellement classés sont disponibles aux différents centres d'archives notamment aux Archives Nationales d'Outre-Mer d'Aix-en-Provence et aux Archives du Ministère des Affaires Étrangères à La Courneuve et à Nantes. Ce numéro est donc une contribution aux différentes recherches sur ce thème qui complètent celles déjà publiées dans les précédents numéros de *Tsingy* ainsi que dans la revue *Omalysy Anio* du Département d'Histoire de l'Université d'Antananarivo.

Pour ce présent numéro, des historiens malgaches et français, spécialistes de l'histoire économique et sociale du monde contemporain, ont apporté leur contribution⁵. Les articles abordent des thèmes variés, allant de la géopolitique au monde du travail, en passant par le milieu des entreprises. L'économie de Madagascar, sa dynamique à travers la filière riz et son problème de développement, est abordée à travers les deux articles de Jean Fremigacci, l'un sur « Le marché du riz à Madagascar sous la colonisation (1896 - 1940) » (avec comme co-auteur Yves Feugeas) et l'autre sur un thème qui cerne les contours du problème de l'esprit d'entreprise à Madagascar à travers l'histoire, intitulé « De la difficulté historique de faire émerger une classe d'entrepreneurs à Madagascar ». Le secteur rizicole demeure particulièrement un élément central du système économique colonial à Madagascar avec l'implication de plusieurs acteurs dans l'animation de la filière. L'histoire sociale de Madagascar pendant la période coloniale est traitée par Jeannot Rasoloarison à travers son article intitulé « Le monde ouvrier à Diego-Suarez pendant la décolonisation (1945-1960) ». Dans les villes coloniales, comme Diego-Suarez, le monde du travail est caractérisé par le cosmopolitisme du milieu des ouvriers. Dans le cadre de la colonisation, les ouvriers et les employés malgaches et ceux issus des îles voisines, comme Les Comores, La Réunion et Maurice, restent des acteurs majeurs de l'économie coloniale à Madagascar avec leur apport dans la production de biens et de services. L'histoire des entreprises à Madagascar pendant les périodes coloniale et postcoloniale est également approfondie dans les deux articles, l'un de Dominique Barjot sur « Les entreprises françaises de

⁴ *L'Économie* – Année 1976.

⁵ La traduction en anglais des résumés a été assurée en grande partie par Lalao Ramandimbilahatra, enseignante au Département d'Études Anglophones de l'Université d'Antananarivo.

travaux publics et l'aménagement en infrastructures de Madagascar (début du XX^e siècle-1972) » et l'autre de Bearisoa Rakotoniaina sur « Le transfert de compétences : le cas d'Air France et de la Compagnie nationale Air Madagascar dans les années 1960 ». Les entreprises, pour la plupart françaises, se sont singularisées par leur participation active dans la construction des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires à Madagascar. À partir de 1945, leur présence est surtout remarquée dans le cadre de la réalisation du Plan de développement économique et social pour la colonie. Enfin, la question de la géopolitique dans la région du sud-ouest de l'océan Indien n'est pas en reste avec les articles de Régine Perron sur « Les îles francophones du Sud-Ouest de l'océan Indien : un enjeu régional ? » et de Christophe Réveillard sur « La Communauté européenne et l'Afrique : l'exemple de Madagascar ». Ces deux articles mettent en valeur la place et le rôle des pays du sud-ouest de l'océan Indien dans le concert des nations. En fait, les îles du sud-ouest de l'océan Indien occupent une position stratégique dans le monde étant donné que leur espace maritime constitue une zone de transit commercial importante.

Ce numéro de *Tsingy*, consacré à l'analyse et à l'approfondissement des thèmes sur les économies et les sociétés des îles du sud-ouest de l'océan Indien au XX^e siècle, se veut un travail original avec les différentes contributions qui abordent sous un nouvel angle l'histoire économique et sociale de la région en général et celle de Madagascar en particulier. Pour le cas de la grande île, il permettra aux lecteurs d'avoir de plus amples connaissances sur le dynamisme des différents secteurs de l'économie, la transformation du monde du travail ainsi que l'importance des relations économiques internationales pour son développement face aux impératifs de la mondialisation et du multilatéralisme.

Les coordonnateurs du numéro :

Lalasoa Jeannot RASOLOARISON
Maître de conférences HDR en Histoire contemporaine
Université d'Antananarivo

Bearisoa RAKOTONIAINA
Docteur en Histoire
Chercheur associé au Centre Roland Mousnier
Université Paris IV - Sorbonne